

49 th Pugwash Conference

Confronting the Challenges of the 21st century

Rustenburg (South Africa) 7-13 september 1999

La question de la dissémination des armes et de leur production est un des facteurs qui conditionnent la paix dans le monde. Le rôle des armes, spécialement des armes légères, est exposé de manière très claire et très complète dans le papier de Peter LOCK. Je ne répète donc pas cette analyse. Mais, dans le même esprit, j'ajoute deux propositions de travail pour l'avenir.

1 Pour une meilleure connaissance des transferts d'armements.

La question cruciale des armes légères met en évidence les lacunes de l'information quant aux transferts dans ce domaine. Toutefois, ces lacunes ne concernent pas que les armes légères. La connaissance que nous avons des transferts d'armements mondiaux est encore fragmentaire, imprécise et parfois contradictoire.

A l'heure actuelle, il existe deux types de sources : Les sources en valeur et les sources en volume physique :

Les sources en valeur :

Elles sont elles-mêmes de deux types. Il y a les données du SIPRI d'une part et les données américaines d'autre part.

* le SIPRI publie depuis 1968 un annuaire comportant un chapitre sur les transferts mondiaux d'armements majeurs. C'est une source importante mais dont la méthodologie est particulière puisque l'institut suédois a choisi de construire un indicateur qui n'est donc pas exactement une mesure des flux financiers réels. Cet indicateur est un bon instrument d'analyse dans le long terme et pour les comparaisons, mais il ne doit pas être confondu avec une évaluation précise des

dépenses d'acquisition d'armement. De plus, ces données ne donnent pas d'indications détaillées sur les échanges bilatéraux.

* les données américaines sont principalement rassemblées dans deux publications : d'une part, celles de l'ACDA (US Arms Control and Disarmament Agency) qui publie depuis 1970 un rapport annuel (World military expenditures and arms transfers) et, d'autre part, le service de recherche du Congrès américain (Congressional research service) dont le rapport annuel rédigé par Richard GRIMMETT (Conventional arms transfers to developing nations) donne un panorama rétrospectif (sept années) sur les transferts d'armes mondiaux (commandes et livraisons) qui ne se limite pas, malgré le titre du document, aux pays en voie de développement. On peut ajouter que depuis 1997, l'édition du *Military balance*, de l'IISS (International Institute for strategic studies) publie également des données; mais celles-ci ne sont pas une élaboration originale, elles procèdent des données de l'ACDA et du CRS, ainsi que des données nationales pour quelques pays (dont la France).

Toutefois, chacune de ces sources a sa méthodologie propre pour évaluer les transferts d'armement et il existe entre elles des différences significatives en ce qui concerne certains pays. La difficulté est accrue par le fait qu'une même source est amenée d'une année sur l'autre à réévaluer ses séries chronologiques, qui présentent donc parfois des différences notables. Enfin, il y a souvent une discordance réelle entre ces données internationales et les données d'origine nationale. Ceci est particulièrement net en ce qui concerne le cas de la France. Par exemple, les ventes françaises de l'année 1994 étaient estimées par le SIPRI à 705 M\$¹ dans l'annuaire 1995 et 1021 M\$ dans l'annuaire 1996. Le CRS indiquait 700 M\$² dans son édition 1995 et 1400 M\$ dans l'édition 1996 et l'ACDA, en 1995, indiquait 800M\$.³ Les évaluations varient du simple au double. La fourchette (3,5 à 7 milliards de francs) est très éloignée des données officielles du ministère français de la défense (16,8 milliards de francs) et même de celle - minimale - obtenue à partir des données douanières françaises (12,1 milliards de francs). Enfin, d'une année sur l'autre il y a des

¹ prix constants 1990

² dollars courants

³ dollars constants 1994

réévaluations -certes de même sens - mais d'importance différente : le SIPRI augmente son estimation de 45%, mais le CRS lui la double purement et simplement. Ces problèmes ne sont pas bien entendu limités à l'année 1994 mais se retrouvent sur toute la période. Il faut également souligner que le biais n'est pas du même ordre de grandeur suivant les pays concernés.

Les sources en volume physique.

Depuis 1992, une autre source est apparue : le registre des Nations Unies sur les transferts d'armes classiques. Ce registre correspond à un effort de transparence dont on doit se féliciter. Toutefois, on sait qu'il a des limites : il ne repose que sur les déclarations volontaires des pays membres (et certains acteurs importants du marché des armements s'abstiennent de répondre comme l'Arabie Saoudite, le Koweït ou le Pakistan). Il n'enregistre qu'un nombre limité de catégories d'armes majeures, à l'exclusion des armes légères et de la petite artillerie. Ces catégories elles-mêmes sont très générales (avions de combat sans autre précision) ou équivoques ("missiles et postes de tirs"). Surtout, les mouvements ne sont enregistrés qu'en termes physiques et pas en valeur.

La dépendance par rapport aux sources d'information.

La difficulté à confronter les différentes sources et à avoir une information vérifiée est particulièrement illustrée par le contenu du rapport de Richard GRIMMETT ⁴ de 1998. Ce rapport 1998 comporte en effet une réévaluation radicale des ventes d'armes américaines.

Ce rapport est constitué depuis plusieurs années avec les mêmes rubriques. Si les chapitres les plus développés concernent les transferts aux pays en voie de développement, il comporte également des tableaux de synthèse sur les transferts vers l'ensemble des pays du monde (dont on peut donc déduire les transferts vers les pays

développés). Les principaux vendeurs (Etats-Unis, Russie, France, Royaume-Uni, Chine, Allemagne, Italie) sont individualisés. Les données concernent aussi bien les commandes (agreements) que les livraisons (deliveries). le rapport donne des séries rétrospectives sur 8 ans (1990-1997 dans le rapport de 1998). Certains tableaux donnent des regroupements quadriennaux (1990-1993 et 1994-1997). D'une édition à l'autre, il est procédé à certains ajustements sur les données, mais jusqu'à présent ces ajustements restaient d'un volume limité et pouvaient être considérés comme de simples ajustements statistiques. Il n'en est pas de même dans le rapport 1998 qui procède à une révision très importante des données concernant les Etats-Unis. Si on compare les données concernant les sept années communes (1990-1996) des rapports de 1997 et de 1998, on constate en effet que les livraisons totales d'armement des Etats-Unis sur cette période sont réévaluées à la baisse de 25% (76,9 milliards de dollars suivant le rapport 1997, 57,4 suivant le rapport 1998), soit 19,4 milliards de dollars de moins. Les réévaluations concernant les autres vendeurs importants ne sont de la même ampleur, même pour ceux dont les résultats peuvent présenter des difficultés d'appréhension statistique : les chiffres pour la Chine ne varient pas, ceux pour la Russie sont très légèrement augmentés (de 34,8 à 35,2 milliards de dollars), comme pour le Royaume-Uni (de 35 à 35,2). Les résultats de la France sont revalorisés de presque 5% (de 16,7 à 17,5 milliards de dollars). La réévaluation est plus forte pour l'Allemagne (de 10 à 11,2 milliards de dollars). En fait la variation la plus sensible concerne la catégorie "autres pays européens"⁵ dont les ventes 1990-1996 estimées en 1997 à 14,8 milliards de dollars sont revus à la hausse en 1998 à 18,5 milliards de dollars. Mais il est évident que le mouvement n'est pas du même ordre de grandeur que celui qui touche les ventes américaines.

De plus cette baisse de 25,2% des évaluations de ventes américaines concernent aussi bien les ventes aux pays en voie de développement (-25,8% de 51,7 milliards de dollars à 38,4) que les ventes aux pays développés (-24,2% de 25,2 milliards de dollars à 19,1), ce qui exclut que cette baisse soit liée aux conditions de crise économique des pays asiatiques ou d'Amérique latine, ou à la faiblesse du prix du pétrole.

⁴ Richard F. GRIMMETT, *Conventional arms transfers to developing nations 1990-1997*, juillet 1998, CRS report for congress, 84 pages.

La même révision drastique à la baisse s'applique aux commandes passées à l'industrie américaine : le montant total des commandes des années 1990-1996 était estimé par le CRS en 1997 à 113,4 milliards de dollars. En 1998, pour la même période, l'évaluation n'est plus que de 80,7 milliards de dollars (-28,9%). La baisse est très marquée pour les commandes des pays en voie de développement (qui passent de 73,4 à 48,7 milliards de dollars, soit une baisse de 33.6%), mais elle est loin d'être négligeable pour les pays développés (de 40,1 à 32 milliards de dollars, soit une baisse de 20,2%).

Bien entendu, le résultat de ces révisions de sens contraire (forte baisse pour les ventes américaines, hausse pour les autres pays) est de minorer substantiellement la part des Etats-Unis dans le commerce mondial d'armement : ainsi pour l'année 1996, la part des Etats-Unis dans les livraisons mondiales d'armement ne serait plus de 45,8% mais de 31,5 % et pour le cumul 1990-1996 cette part passerait de 35,7% à 28,3%.

le rapport ne fournissant pas d'indications méthodologiques susceptibles d'expliquer l'importance de cette révision, il est bien entendu impossible de trancher sur le niveau réel des données. Cependant, Il n'est pas interdit de considérer que cette réévaluation radicale qui minore la place des Etats-Unis dans le commerce mondial des armements permet de conforter l'idée d'une sorte de "arms sales gap", de "retard" des Etats-Unis qui conduirait les acteurs d'outre-atlantique à accroître encore leur pression déjà très sensible sur les marchés mondiaux d'armement. Bien entendu, l'enjeu de cette pression est bien loin d'être uniquement économique, il est indissolublement politico-stratégique. C'est le rapport de force entre producteurs européens et producteurs américains qui est en jeu ici.

L'importance de cette réévaluation dans une source qui est devenue, au fil des ans, une des références principales illustre la nécessité de disposer dans l'avenir de sources contrôlables et comparables.

Il serait donc pertinent que, dans le cadre des activités de Pugwash, on mette sur pied un groupe de travail, comportant en particulier des économistes et experts en transferts d'armements des principaux pays exportateurs (EU, RU, France, Russie,

⁵ pays européens, à l'exclusion de France, Allemagne, Grande-Bretagne et Italie.

Chine, Allemagne, Italie notamment) de façon à établir des données plus détaillées et vérifiables sur les valeurs financières des transferts d'armements, pays par pays dans un premier temps, puis fournisseur (entreprises) par fournisseur dans un deuxième temps.

2 Suivre le mouvement de transnationalisation des firmes d'armements.

Dans le même esprit (avoir une meilleure connaissance économique des phénomènes liés aux transferts et à la production d'armement), il est sûrement souhaitable d'être très attentif à l'évolution des structures industrielles des systèmes de production d'armement.

Dans ces dernières années, les évolutions principales ont été caractérisées par les phénomènes suivants :

- privatisation : la plupart des arsenaux d'Etat ont été transformés en sociétés. Les sociétés nationales ont été privatisées (totalement ou partiellement). Le mouvement est particulièrement fort en Grande-Bretagne, France, Italie, Espagne, Suède...
- diversification : les firmes sont généralement moins spécialisées dans la production militaire. Elles sont donc moins dépendantes des commandes de l'Etat.
- Concentration : le mouvement le plus visible est bien sur celui qui a produit aux Etats-Unis l'émergence de trois groupes géants : Boeing-McDonnell, Lockheed-martin-Loral, Raytheon-Hughes, mais il se développe aussi en Europe (British aerospace - Marconi en Grande-Bretagne Aérospatiale-Matra en France, Dasa en Allemagne).

Jusqu'à présent ces concentrations se sont faites dans un cadre national (en ce qui concerne les Etats-Unis) ou dans un cadre national ou européen (en ce qui concerne les pays européens). Mais ce mouvement de concentration a peu de chances de rester totalement à l'écart de l'évolution économique mondiale. Or, ce qu'on observe dans les autres secteurs (banques, assurances, énergie, automobile, industrie) c'est la

constitution d'alliances transfrontières. Il est donc vraisemblable que dans les années à venir, on assiste à une telle transnationalisation des entreprises d'armement.

Ce phénomène posera évidemment des problèmes de contrôle politique. Les États risquent de perdre une partie de leur maîtrise sur les entreprises du secteur. Les réglementations elles-mêmes (en particulier quant aux exportations) risquent d'être remises en cause. La politique des entreprises sera de moins en moins influencée par les décisions étatiques, de moins en moins contrôlée. Un tel processus ne peut qu'ouvrir la voie à une dissémination accrue des armements de toute nature.

On propose donc de créer un groupe de travail de pugwash spécialement consacré à cette question (ou d'en faire une partie du programme de travail du groupe proposé dans le point 1), de façon à suivre de près les alliances industrielles transfrontières et à évaluer sans retard les conséquences de cette évolution quant aux capacités de contrôle des États.